



n° 155 - Juillet 2012



Évolution de l'emploi dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne

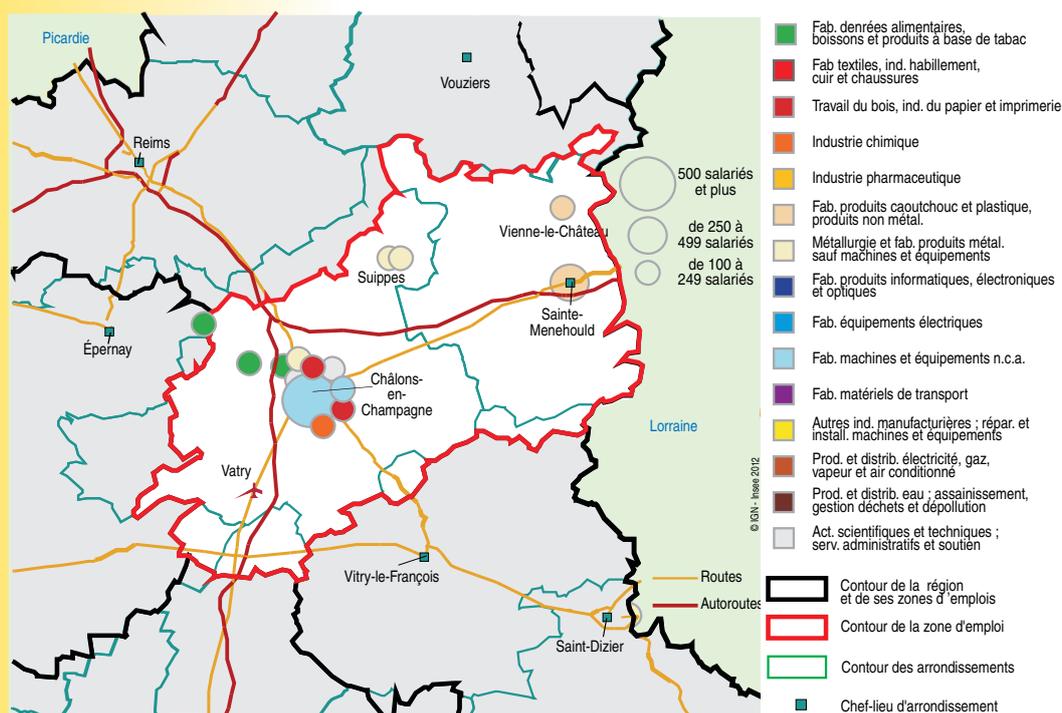
Des effets de la crise marqués malgré un tissu économique à forte composante tertiaire

La zone d'emploi de Châlons-en-Champagne couvre une grande partie de l'arrondissement de Châlons-en-Champagne et la totalité de celui de Sainte-Menehould. Zone la moins peuplée des sept zones d'emploi de la région, elle compte, au 1^{er} janvier 2009, 105 100 habitants. Depuis 1999, malgré un déficit apparent des arrivées sur les départs important, la zone gagne des habitants (+1 200),

grâce à la bonne tenue de l'excédent des naissances sur les décès. La zone accueille le siège de la Préfecture de région et de département, à Châlons-en-Champagne, et bénéficie à ce titre du regroupement des services de l'État. Elle se situe au carrefour de nombreux échanges routiers et autoroutiers, et accueille depuis 2000 l'aéroport de fret, Châlons-Vatry au nœud de l'A26 et la N4.

www.insee.fr

Les établissements de 100 salariés ou plus de l'industrie et des activités support (*) dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne fin 2009



(*) activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien
Source : Insee, Clap



Un territoire moins sensible aux restructurations du tissu productif

Fin 2009, la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne compte 53 000 personnes en emploi, soit 9,8 % de l'ensemble des emplois de la région. Le territoire, en accueillant le chef-lieu de la région Champagne-Ardenne et du département de la Marne, bénéficie de la présence de nombreux emplois publics des services de l'État (Préfecture, Dreal, DRJSCS, Draaf, Direccte ...). Les services non marchands regroupent ainsi 44,9 % des emplois de la zone, soit 13,7 points de plus qu'au niveau régional. Cette forte présence d'emplois publics limite la sensibilité du territoire aux chocs conjoncturels qui se font surtout sentir dans les secteurs marchands, d'autant plus qu'au sein de ceux-ci, l'industrie tient une place limitée avec, fin 2009, 9,8 % des personnes en emploi, soit 7,2 points de moins qu'au niveau régional et part la moins élevée des sept zones d'emploi. Si la construction et les activités tertiaires marchandes sont également moins représentées, les écarts par rapport à la moyenne régionale sont nettement moins importants (respectivement 1,5 et 1,4 point).

Entre 2001 et 2011, la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne connaît la deuxième plus faible baisse des emplois salariés marchands non agricoles (-0,4 % par an) après celle de Reims. En plus de l'effet de la moindre industrialisation du territoire, les services marchands se développent à un rythme plus soutenu (+0,4 %) qu'au niveau régional (+0,1 %). Mais cette dynamique semble subir un coup d'arrêt sur la période récente de reprise : l'évolution de l'emploi salarié marchand (-1,1 % par an au cours des années 2010 et 2011) est davantage dégradée qu'au niveau régional (-0,4 %), en particulier dans la construction et les services marchands.



Un emploi industriel fortement concentré dans de grands établissements

La faible présence de l'industrie se traduit par l'absence de secteurs d'activités ayant un poids dans l'emploi total significativement plus élevé qu'au niveau régional et donc l'absence de spécificité. L'industrie agro-alimentaire, qui représente 1,9 % de l'emploi total de la zone, contre 3,1 % en Champagne-Ardenne, est le premier secteur industriel employeur de

la zone de Châlons-en-Champagne avec 1 000 salariés fin 2009, soit 20 % des effectifs salariés de l'industrie. Tirant partie de la production agricole locale abondante, les trois quarts des salariés du secteur exercent leur activité dans la transformation de la luzerne ou de la pomme de terre. La commune de Matougues accueille depuis 2001 une usine du groupe canadien *McCain* (200 salariés fin 2009), plus grosse unité de production de frites surgelées du monde avec une capacité journalière de transformation de 1 200 tonnes de pommes de terre. Pour faire face à la pression des marchés, le secteur coopératif de la filière agro-alimentaire se réorganise : les coopératives se concentrent et diversifient leurs activités. Les usines de déshydratation de luzerne pour l'alimentation animale étendent leur domaine à d'autres produits, notamment *Luzeal* à Récy (235 salariés fin 2009), née de la fusion en 2009 de deux coopératives et devenue le plus important établissement employeur des IAA de la zone, qui développe la production de granulés de bois et de biomasses. La *Féculerie d'Haussimont*, qui produit un quart de la production française de fécule de pommes de terre mise sur des débouchés davantage rémunérateurs à plus forte valeur ajoutée, dans la bioplastique et le gel antifeu.

L'industrie de la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne compte également des activités variées, avec quatre secteurs regroupant chacun plus de 10 % des emplois industriels : la métallurgie, la fabrication de machines et équipements, la fabrication de produits en plastique, et le secteur du bois et du papier. Au sein de ces trois derniers secteurs, l'emploi est fortement concentré : chacun compte deux grands établissements de plus de 100 salariés qui regroupent 80 % des salariés du secteur, parfois dans une même entreprise comme *Cebal SAS* fabricant de produits en plastique. Dans la métallurgie, la concentration de l'emploi est moindre avec quatre établissements de plus de 100 salariés. Néanmoins, la bonne santé du secteur reste étroitement liée à l'activité de l'entreprise *Le Bronze industriel* à Suippes qui emploie la moitié des effectifs de la métallurgie au sein de ses deux établissements. Par ailleurs, les établissements de la zone contrôlés par de grands groupes qu'ils soient français, comme *Air liquide*, ou étranger, comme *Rio Tinto PLC* auquel appartient *Cebal SAS*, représentent une part importante des effectifs de l'industrie manufacturière hors agro-alimentaire, avec 60 % des emplois salariés, contre 50 % en moyenne régionale.

Structure de l'emploi dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne fin 2009

Unités : nombre et %	Zone d'emploi de Châlons-en-Champagne		Champagne-Ardenne	
	Nombre d'emplois fin 2009	Structure de l'emploi fin 2009 (en %)	Nombre d'emplois fin 2009	Structure de l'emploi fin 2009 (en %)
Emploi salarié dont :	49 100	92,5	479 300	90,1
<i>Agriculture</i>	500	0,9	11 700	2,2
Secteurs marchands non agricoles dont :	24 800	46,7	301 700	56,7
<i>Construction</i>	2 100	4,0	29 100	5,5
<i>Industrie</i>	5 200	9,8	90 100	17,0
<i>Tertiaire marchand</i>	17 500	32,9	182 500	34,3
<i>Services non marchands</i>	23 800	44,9	165 600	31,2
Emploi non salarié	4 000	7,5	52 500	9,9
Total	53 000	100,0	531 800	100,0

(*) Le tertiaire marchand englobe les activités de commerce et de services marchands y compris l'intérim et les activités des ménages en tant qu'employeurs.
Source : Insee, Estimations d'emploi localisées (Estel)

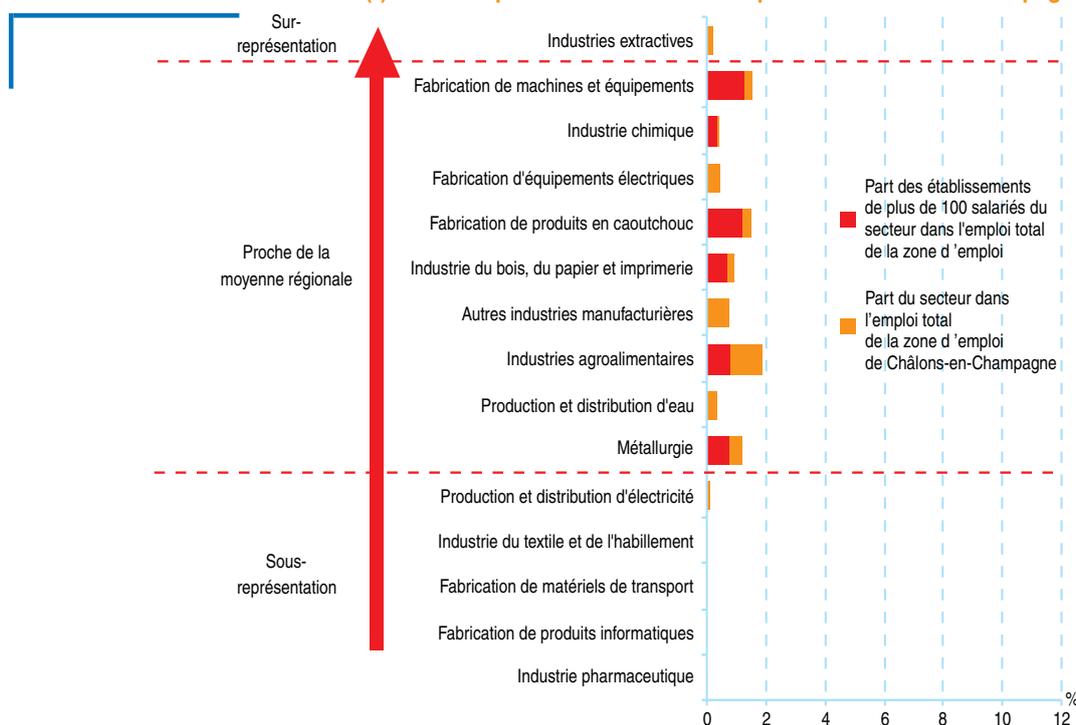
Les restructurations de grands groupes industriels pèsent sur l'emploi

Si la diversité du tissu industriel et la moindre présence des secteurs les plus en difficulté au niveau national, tels la métallurgie et le textile-habillement, peuvent permettre à la zone de mieux résister au phénomène général de « désindustrialisation », la forte concentration des emplois dans quelques unités peut être ponctuellement un facteur de fragilité. Ainsi, de fortes baisses d'emploi industriel intervenues en 2004 (-6,6 %) puis durant la crise de 2008-2009 (-4,0 % par an), consécutives à des restructurations de grands groupes, dégradent l'emploi industriel. Sur la période 2001-2011, les effectifs industriels diminuent à un rythme moyen de -3,0 % par an, proche de la moyenne régionale (-2,9 %). En 2004, le site de production *Air Liquide*, spécialisé dans les équipe-

ments de soudage, est délocalisé à l'étranger entraînant la disparition de 100 emplois ; au cours de la même année, *Marwal System*, le plus important établissement industriel de la zone, est repris par *Ti Automotive Fuel Systems Sas* et réduit ses effectifs de 60 salariés. Durant la crise, de grandes entreprises restructurent leur activité et suppriment de nombreux emplois dans des filiales installées sur la zone, tel *Fresa*, établissement de la métallurgie et autre site de production d'*Air liquide*, *Cotuplas* du groupe *Tio Tinto PLC* spécialisé dans la fabrication de machines et d'équipements ou la succursale de *Grandeco Wallfashion Group NV* détruisant à eux trois une centaine d'emplois.

En 2010, les effets résiduels de la crise restent présents avec une nouvelle dégradation des emplois industriels de -3,6 %, contre -3,2 % dans la région. Celle-ci ralentit toutefois nettement en 2011 (-1,1 %).

Part des secteurs industriels (*) dans l'emploi total de la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne fin 2009



(*) Secteurs au niveau A38 de la NAF Rév.2

Un secteur est dit en sur-représentation lorsque son poids dans l'emploi de la zone d'emploi est significativement supérieur à son poids moyen en région. Un secteur est dit en sous-représentation lorsque son poids dans l'emploi de la zone d'emploi est significativement inférieur à son poids moyen en région.

Source : Insee, Clap, Estimations d'emploi localisées (Estel)

Les dix plus grands établissements industriels ou d'activités de services et de soutien de la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne fin 2009

Raison sociale	Activité	Commune	Tranche d'effectif salarié
TI AUTOMOTIVE FUEL SYSTEMS SAS	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Châlons-en-Champagne	500 à 749
CEBAL SAS	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Sainte-Menehould	250 à 499
CEBAL SAS	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Vienne-le-Château	200 à 249
LUZEAL	Fabric. denrées alimentaires, boissons et tabac	Recy	200 à 249
POREAUX & CIE	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	Saint-Martin-sur-le-Pré	200 à 249
LUSTRAL	Activités de services administratifs et de soutien	Saint-Martin-sur-le-Pré	200 à 249
LE BRONZE INDUSTRIEL	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	Suippes	150 à 199
MC CAIN ALIMENTAIRE	Fabric. denrées alimentaires, boissons et tabac	Matougues	150 à 199
ÉCOLAB SNC	Industrie chimique	Châlons-en-Champagne	150 à 199
CTRE DEP D'ÉCONOMIE RURALE DE LA MARNE	Activités juridiques, comptables, de gestion	Châlons-en-Champagne	150 à 199

n.c.a. : non classés ailleurs

Avertissement : depuis le 31/12/2009, certains établissements ont pu fermer ou voir leur effectif évoluer

Source : Insee, Clap

Des activités tertiaires spécifiques

Avec 32,9 % des emplois totaux de la zone appartenant aux secteurs tertiaires marchands (services marchands, transports et commerce), la zone de Châlons-en-Champagne se situe au 3^e rang des zones d'emploi de la région et légèrement en dessous de la moyenne régionale (34,3 %). Cette structure moyenne masque de fortes spécificités, notamment dans le transport et l'entreposage, au contraire des activités support, faiblement représentées. Les activités de poste et de courrier, incluses dans le secteur du transport, et les activités des télécommunications sont particulièrement bien implantées sur le territoire au travers des établissements de *La Poste* et *France Télécom*, anciennes entreprises publiques devenues sociétés anonymes. Fin 2009, *La Poste* emploie plus de 1 200 salariés dans la zone et compte deux structures de plus de 200 salariés : le centre financier de Châlons-en-Champagne, plus gros établissement du secteur en Champagne-Ardenne et le centre de tri du département de la Marne, situé à Saint-Gibrien. Au total, les activités de poste et de courrier pèsent pour 2,4 % dans l'emploi total du territoire, soit 1,4 point de plus qu'au niveau régional. Le poids du secteur des télécommunications est le double du niveau régional (0,6 % de l'emploi total de la zone contre 0,3 % en Champagne-Ardenne) avec la présence du centre régional de *France Telecom*, occupant plus de 200 salariés à Châlons-en-Champagne.

Par ailleurs, la mise en service en 2000 de l'aéroport de Vatry, joue un rôle important dans le développement des activités d'entreposage et de services auxiliaires de transport qui représentent 1,9 % de l'emploi total de la zone, contre 0,9 % au niveau régional. En relation directe avec des dessertes autoroutières (A26 et A4) et routières (RN4 et RN77 devenue RD977), l'aéroport de Vatry, dixième aéroport de fret de province fin 2011 en terme de tonnage de fret traité, dispose notamment d'une importante plate-forme logistique d'une capacité de stockage supérieure à 12 000 m² et d'un centre de traitement de denrées périssables. Au cours des années 2000, de nombreux établissements spécialisés dans l'entreposage s'installent dans la zone d'activité de Vatry et des communes alentours ; ils emploient, fin 2009, près de 500 salariés, hors intérimaires, soit 52 % des effectifs du secteur des activités

d'entreposage et des services auxiliaires de transport de la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne.

Les activités des transports terrestres occupent aussi une place significative avec 3,6 % de l'emploi total, contre 3,4 % en Champagne-Ardenne, bénéficiant notamment de l'installation, en 2009, de trois établissements de transport routier de fret dans la zone de Vatry. Enfin, le territoire compte 1 800 salariés dans les transports terrestres et transports par conduites, parmi lesquels 700 salariés dans les établissements de la *SNCF* de Châlons-en-Champagne et son agglomération.

Des services de soutien aux entreprises peu développés, excepté l'intérim

Dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne, l'importance du secteur du transport et de l'entreposage semble jouer un rôle moteur sur le développement de l'intérim. Bien que faiblement industrialisé, le territoire compte fin 2007 un poids de l'intérim dans l'emploi total davantage élevé qu'au niveau régional (3,7 %, contre 2,7 %), alors même qu'au niveau de l'ensemble de la Champagne-Ardenne, l'industrie est le plus gros employeur d'intérimaires, avec une mission sur deux. Les activités de transport et d'entreposage semblent ainsi privilégier les formes flexibles d'emploi pour ajuster rapidement leur main-d'œuvre aux fortes fluctuations d'activité. Dans le département de la Marne, englobant la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne, 15 % des missions d'intérim sont localisées dans un établissement de transport et entreposage, contre 9 % au niveau régional, notamment sur le site de Vatry, justifiant l'implantation d'une agence d'intérim sur le site même (*Triangle Centre Est*).

A l'inverse, les *activités scientifiques, techniques ; services administratifs et de soutien* hors intérim, qui regroupent l'essentiel des activités support aux entreprises, sont peu développées, représentant 3,9 % de l'emploi total contre 6,2 % au niveau régional. Le faible poids de l'industrie dans la zone limite le développement de ce secteur qui bénéficie dans la région et au niveau national de l'externalisation d'activités

Évolution de l'emploi salarié marchand non agricole dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne

	Zone d'emploi de Châlons-en-Champagne					Champagne-Ardenne				
	En moyenne annuelle (en %)			En nombre d'emplois sur la période		En moyenne annuelle (en %)			En nombre d'emplois sur la période	
	Période 2001-2007	Période 2008-2009	Période 2010-2011 (**)	Période 2001-2011	dont période de crise (2008-2009)	Période 2001-2007	Période 2008-2009	Période 2010-2011	Période 2001-2011	dont période de crise (2008-2009)
Secteurs marchands non agricoles	0,0	-1,5	-1,1	-1 400	-800	-0,5	-2,1	-0,4	-25 700	-13 000
dont :										
Industrie	-2,8	-4,0	-2,4	-1 700	-400	-2,5	-4,6	-2,6	-29 400	-8 800
Construction	-0,3	1,2	-5,4	-200	0	1,4	-0,4	-1,9	1 000	-300
Tertiaire marchand (*)	1,1	-1,1	-0,3	600	-400	0,3	-1,1	0,8	2 700	-3 900
dont tertiaire marchand hors intérim	nd	0,5	-0,5	nd	200	0,2	0,3	0,5	3 500	500
dont intérim	nd	-15,8	1,9	nd	-600	2,4	-16,3	7,6	-900	-4 500

n.d : non disponible

(*) Le tertiaire marchand englobe les activités de commerce et de services marchands y compris intérim et activités des ménages en tant qu'employeurs

(**) Voir Méthodologie et définitions

Source : 2001-2009 : Insee, estimations d'emploi localisées (Estel), 2010-2011 : Insee, Epure ; données d'intérim DARES - Pôle emploi

tertiaires des établissements industriels vers des établissements de services.

Dans la zone d'emploi, les services de proximité, visant à satisfaire les besoins de la population résidente et des touristes, contribuent également à amoindrir le poids des activités tertiaires marchandes : ils représentent 5,3 % des emplois de la zone fin 2009 contre 6,5 % en Champagne-Ardenne. Néanmoins, la zone de Châlons-en-Champagne, avec une densité d'emploi dans le commerce de détail de 2,5 pour 100 habitants se situe légèrement au-dessus de la densité moyenne régionale (2,4 emplois pour 100 habitants). La situation est la même dans le secteur de l'hébergement-restauration qui pèse pour 2,0 % dans l'emploi total de la zone, contre 2,4 % au niveau régional, mais présente une densité de 1,0 emploi pour 100 habitants, comme au niveau régional.

Au cours de la crise, des difficultés marquées dans le tertiaire marchand

Alors qu'avant la crise, le tertiaire marchand évolue plus favorablement dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne que dans l'ensemble de la région, sa situation se dégrade fortement en période de crise avec une perte annuelle moyenne des emplois de -1,1 % au cours des années 2008 et 2009, comme au niveau régional. Cette baisse est liée à la forte dégradation de l'emploi intérimaire (-15,8 % par an, soit 600 emplois perdus en deux ans), et à son poids important dans les activités tertiaires. Durant la crise, le ralentissement des échanges mondiaux a de lourdes conséquences sur le fret avionné et l'activité du site de Vatry, gros utilisateur d'intérimaires : les vols *DHL* sont stoppés et la filiale française de la compagnie britannique Avient Limited, spécialisée dans les fleurs et l'agro-alimentaire, part s'installer en Belgique. Entre 2008 et 2009, le trafic de fret avionné sur Vatry chute de 45 %.

Dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne, la mauvaise tenue de l'intérim est en partie compensée par le développement d'autres activités tertiaires, avec notamment, fin 2009, l'externalisation des activités logistiques de l'entreprise industrielle *Ceba* vers un établissement de service *Transalliance*.

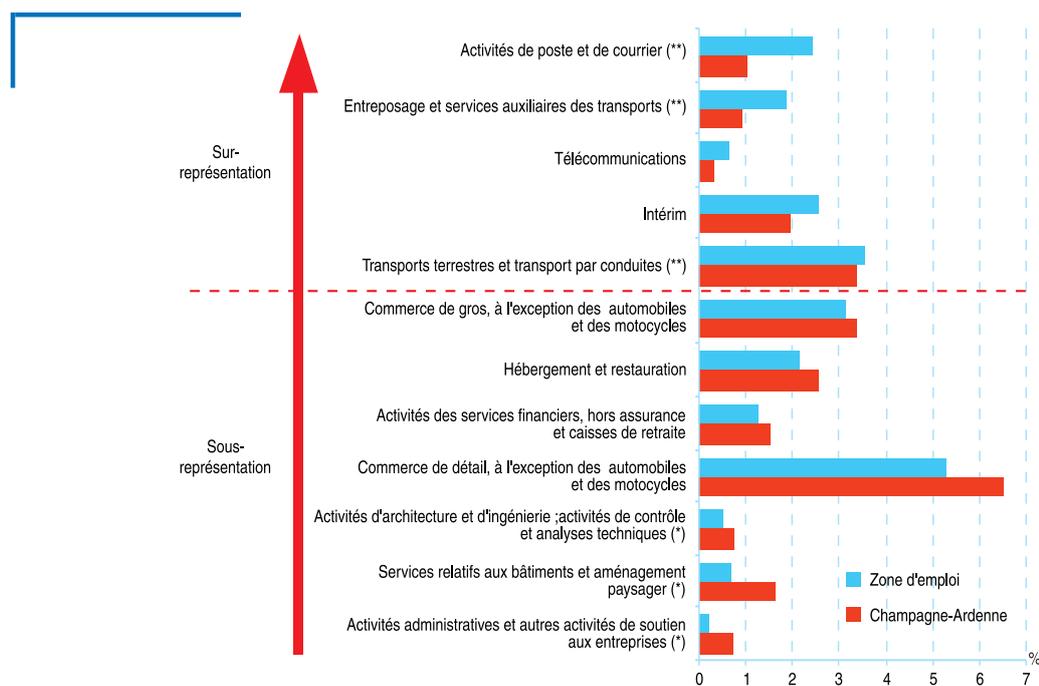
En période de reprise, contrairement aux zones plus industrialisées, la reprise de l'activité ne se traduit pas par de fortes embauches d'intérimaires : l'aéroport de Vatry peine à se relever, 3^e aéroport de fret en 2006, en tonnage de fret avionné, il passe à la 10^e place fin 2011.

Dans l'intérim, l'emploi augmente de 1,9 % par an en moyenne au cours des années 2010 et 2011, contre 7,6 % au niveau régional. Les autres activités tertiaires, en particulier de transports et de commerce, perdent des emplois au cours de ces deux années. Ainsi, l'emploi tertiaire marchand, intérim compris, continue de diminuer légèrement (-0,3 %), pendant qu'il croît de +0,8 % dans la région. Cependant, la diversification du site de Vatry vers le trafic de voyageurs, avec notamment l'arrivée de *Ryanair* en 2010, pourrait permettre la création de nouveaux emplois tertiaires et réduire la dépendance de l'aéroport à la seule activité de fret.

Un tissu économique structurellement favorable à un chômage contenu

Avec un taux de chômage touchant 8,1 % de la population active fin 2011, la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne connaît le 3^e taux le moins élevé des sept zones d'emploi de la région, deux points inférieur au taux régional (10,1 %). Cette meilleure tenue du chômage est à mettre en relation avec la moindre présence des secteurs marchands et notamment de l'industrie. Pour les mêmes raisons, la zone est aussi moins sensible aux cycles conjoncturels. Au cours des années 2005 à

Part des secteurs tertiaires marchands (*) dans l'emploi total de la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne fin 2009**



(*) Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien

(**) Activités de transports

(***) Secteurs au niveau A129 de la NAF Rév.2

Ne sont présentés que les secteurs du tertiaire marchand dont le poids est significativement différent du poids moyen en Champagne-Ardenne. Un secteur est dit en sur-représentation lorsque son poids dans l'emploi total de la zone d'emploi est supérieur à son poids moyen en région. Un secteur est dit en sous-représentation lorsque son poids dans l'emploi total de la zone d'emploi est inférieur à son poids moyen en région.

Sources : Insee, *Clap - données d'intérim*, *Pôle emploi*, *Dares*, *Estimations d'emploi localisées (Estel)*

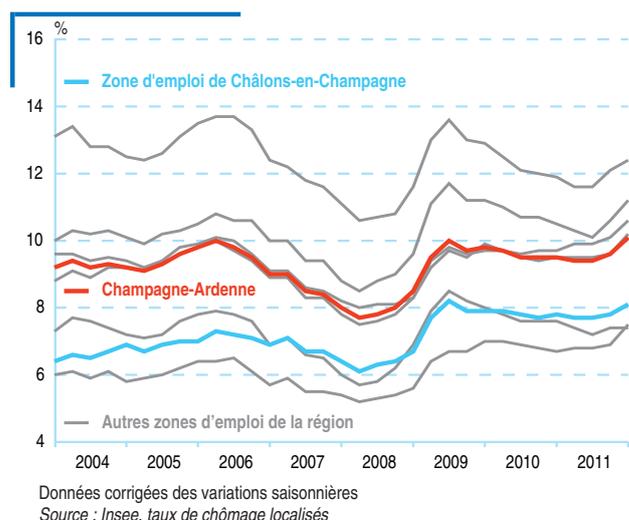
2007 de croissance économique, la baisse du chômage est une des moins marquées des sept zones d'emploi de la région. Pendant la crise 2008-2009, le chômage se dégrade moins, puis il s'inscrit sur une tendance moins favorable qu'au niveau régional en période de reprise.

Néanmoins, malgré cet avantage structurel, le chômage demeure plus élevé dans la zone de Châlons-en-Champagne que dans des zones d'emploi plus industrialisées telles Épernay ou Chaumont-Langres.

Conséquence du poids du secteur du transport et de l'entreposage et du fort recours au travail intérimaire, la zone se caractérise par un nombre important de demandeurs d'emploi ayant exercé leur dernier emploi dans le domaine des transports, logistique et tourisme : sur les 7 000 demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits, fin 2011, à Pôle emploi en catégories ABC - tenus de rechercher activement un emploi et ayant ou non exercé une activité réduite au cours du mois -, 1 000 exerçaient un métier de ce domaine professionnel, soit 17 % de l'ensemble des DEFM de la zone, contre 11 % dans la région. A l'inverse, avec le faible poids de l'industrie, les demandeurs d'emploi ayant exercé dans un domaine industriel représentent 10 % des inscrits en listes ABC, contre 17 % dans la région. Dans la zone, la composition par métiers des demandeurs d'emploi du domaine des transports, logistique et tourisme se rapproche des domaines de l'industrie des zones industrialisées : les ouvriers (en magasinage et manutention) représentent 65 % du domaine, parmi lesquels la moitié de non qualifiés. Cette caractéristique peut contribuer à rapprocher le taux de chômage de celui des zones d'emploi les plus industrialisées.

Dans la zone d'emploi de Châlons-en-Champagne, les difficultés rencontrées en fin de période ainsi que la moindre mobilisation des dispositifs d'aide ont également contribué à la plus forte augmentation des DEFM de catégorie ABC comparativement aux autres zones (+9,9 % par an entre fin 2007 et fin 2011, contre +7,8 % en moyenne régionale). Au plus fort de la

Évolution du taux de chômage dans les zones d'emploi de Champagne-Ardenne



crise, fin 2009, les DEFM de catégories D et E, qui incluent notamment les demandeurs d'emploi bénéficiant d'un dispositif de formation ou d'un contrat aidé, représentent 13 % de la demande d'emploi de la zone, contre 14 % au niveau régional. Au cours des deux années 2008 et 2009, le nombre de DEFM de catégories DE augmente de +6,2 % dans la zone, contre +10,9 % en Champagne-Ardenne. ■

Patrick Bouny, Anh Van Lu, Romain Perron

Cette étude, réalisée avec le soutien de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (Datar) fait l'objet de douze publications : une de niveau régional, quatre de niveau départemental et sept de niveau zone d'emploi.



<< MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le **découpage en zones d'emploi** constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoires pour la mise en œuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux. Ce zonage est défini à la fois pour la France métropolitaine et les DOM.

Le **découpage actualisé** se fonde sur les flux de déplacement domicile-travail des actifs observés lors du recensement de 2006. La liste des communes est celle donnée par le Code Officiel Géographique au 01/01/2010.

Pour en savoir plus voir : insee.fr, rubrique définitions et méthodes, code officiel géographique et zonages d'études

Les **estimations d'emploi annuelles** au niveau zone d'emploi sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées) qui permet d'obtenir des informations deux ans après la fin de l'année écoulée, soit à la date de cette étude, jusqu'en fin d'année 2009. Afin d'établir un diagnostic du marché du travail au plus proche de l'actualité, pour les années 2010 et 2011 l'emploi par **zone d'emploi** a été estimé à partir des données des Urssaf issues du dispositif Epure ainsi que des données d'intérim de la Dares - Pôle emploi.

INSEE, direction régionale de Champagne-Ardenne
10, rue Edouard Mignot - 51079 Reims Cedex - Tél. : 03 26 48 66 60
Directeur de la publication : Patrick Redor, directeur régional de l'INSEE
Chef du Service Études et Diffusion : Françoise Courtois-Martignoni
Rédaction en chef : Sandrine Rigollot
Secrétaire de fabrication : Hervé Bourgeois - Création de l'image visuelle : 5pointcom
© INSEE-2011 ISSN 1277-5649 - Dépôt légal 2012

Une version électronique
de ce document est disponible sur :
www.insee.fr/champagne-ardenne
Rubrique :
produits et services, publications